FUCHS, Ralf-Peter, SCHULZE, Winfried, *Wahrheit, Wissen, Erinnerung. Zeugenverhörprotokolle als Quellen für soziale Wissensbestände in der Frühen Neuzeit*

Christophe Duhamelle

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/1114>

DOI : 10.4000/ifha.1114

ISSN : 2198-8943

Éditeur

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

Référence électronique

Christophe Duhamelle, « FUCHS, Ralf-Peter, SCHULZE, Winfried, *Wahrheit, Wissen, Erinnerung. Zeugenverhörprotokolle als Quellen für soziale Wissensbestände in der Frühen Neuzeit* », *Revue de l'IFHA* [En ligne], Date de recension, mis en ligne le 01 janvier 2003, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ifha/1114> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ifha.1114>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

©IFHA

FUCHS, Ralf-Peter, SCHULZE, Winfried, Wahrheit, Wissen, *Erinnerung. Zeugenverhörprotokolle als Quellen für soziale Wissensbestände in der Frühen Neuzeit*

Christophe Duhamelle

- 1 L'historiographie française est coutumière des volumes consacrés à un type de sources (archives notariales, registres de dîmes...), à la méthode qu'il appelle et aux résultats qu'il rend possibles. Ces ouvrages sont plus rares en Allemagne : la théorie et les concepts y structurent la recherche davantage que les sources et les méthodes. Cet ouvrage qui porte entièrement sur les dépositions de témoins lors de procédures judiciaires à l'époque moderne fait donc figure d'exception et inaugure de belle manière une nouvelle collection dédiée aux perceptions – un thème qui rejoint de nombreuses initiatives actuelles, qu'elles portent sur les « documents de soi » (Voir BullMHFA, 37, 2001, p. 111-116) ou sur les différentes facettes de l'« expérience » (Voir BullMHFA, 38, 2002, p. 357-359).
- 2 S'appuyant sur des sources comparables, les 11 contributions présentent une grande unité, d'autant que plusieurs exploitent les progrès effectués dans le catalogage et l'utilisation des archives issues des tribunaux d'Empire et des commissions impériales. Tous les auteurs prennent soin d'évaluer l'« effet de source » signalé par la longue introduction de R.-P.F. et W.S. et produit, premièrement, par le savoir juridique des interrogateurs sur ce que doit être un « bon témoin » (savoir démenti parfois par la pratique : les juges vénitiens, contrairement aux traités de droit, accordent par exemple le même crédit aux femmes qu'aux hommes), deuxièmement par le déroulement même de la procédure (les enquêtes préliminaires, par exemple, où les témoins sont interrogés de manière ouverte et sans serment, suscitent des déclarations plus spontanées que d'autres interrogatoires plus formels), troisièmement enfin par

l'attitude des témoins, allant du refus prudent de répondre ou des déclarations anticipant le désir supposé des juges à l'utilisation de l'interrogatoire pour exprimer critiques ou souhaits. Loin de succomber à une hyper-critique de ces sources, les auteurs démontrent au contraire combien la connaissance de leurs caractéristiques aide à y percevoir les linéaments d'un « savoir social », c'est-à-dire « un stock de savoirs constitués par le non-dit qui va de soi et par les représentations d'une société » (p. 232-233). Cette démarche est ici déclinée en un prologue et trois actes.

- 3 Le prologue aborde le sujet par les dehors. Au plan chronologique, d'abord : A. ESCH recense quelques dépositions médiévales et s'interroge sur la possibilité d'en faire usage – marquant ainsi la parenté entre approches médiévistes et modernistes. Au plan social ensuite : si certaines principautés allemandes essayèrent au début du XVIIe s. d'étouffer les querelles internes au luthéranisme en les circonscrivant dans des interrogatoires secrets, les théologiens se refusèrent à cette procédure et continuèrent à porter sur la place publique, par l'imprimé, une controverse considérée comme le droit et le devoir de leur profession (M. FRIEDRICH).
- 4 Le premier acte concerne un apport majeur de témoignages souvent sollicités pour prouver un usage (en particulier devant les tribunaux impériaux, saisis pour résoudre les conflits de juridiction et accordant au « droit de possession », donc à l'usage établi, une valeur juridique) : la perception du temps et les mécanismes du souvenir. À partir de dépositions faites devant des commissions impériales au XVIe et dans la première moitié du XVIIe s., R.-P. FUCHS inventorie les points d'ancrage mémoriels des paysans : l'indication de l'âge est peu précise (elle le deviendra au XVIIIe s.) mais les étapes de la vie, couplées au souvenir des guerres et des rencontres concrètes avec le pouvoir (amendes infligées, mandat des fonctionnaires locaux, spectacle des exécutions), structurent une mémoire qui n'ignore pas la chronologie générale. S. BREIT montre comment un conflit sur des droits forestiers suscite, en Bavière vers 1600, la mise en place d'un passé légendaire exprimant la conviction paysanne que la forêt est à tout un chacun – sans succès devant la logique du document écrit, brandi par les jésuites auxquels s'opposent ces paysans.
- 5 Le deuxième acte s'attache à la perception du pouvoir et de son espace. M. BELLABARBA, à partir des conflits opposant nobles et paysans dans le pays de Trente, retrace, entre le XVIe et le XVIIIe s., la dévaluation progressive de l'usage concret dans la fixation des frontières, au profit du document juridique : d'expérience, la frontière est devenue histoire. A. SCHUNKA montre combien peut rester vivace, un demi-siècle plus tard, le souvenir négatif qu'a laissé un seigneur. Le témoignage lui-même participe de cette mémoire, puisque au gré des conflits de juridiction certains paysans ont été interrogés jusqu'à cinq fois, « rodant » leur discours. Le bel article de S. ULLMANN, utilisant plusieurs centaines de témoignages recueillis par une commission impériale en 1575-1579 sur une contestation entre Nördlingen et les comtes d'Oettingen, illustre la perplexité dans laquelle la complexité du découpage territorial de l'Empire pouvait plonger les simples sujets : certains en viennent même à déclarer qu'ils n'ont pas de prince territorial (p. 275) ! Les autres, à partir de leur expérience personnelle, identifient souvent leur prince à leur seigneur, mais nombreux sont ceux aussi qui citent spontanément l'empereur, confirmant ainsi l'existence d'une conscience impériale populaire.
- 6 Troisième acte : les voisins. Les auditions de témoins révèlent la densité des relations de voisinage et les systèmes de valeur déterminant la « réputation » de chacun. C'est en

particulier le cas pour les interrogatoires d'enquête, plus ouverts et effectués sous le choc d'un événement (M. WITTKE) : l'acceptation de la violence dont est souvent créditée la société ancienne s'y avère limitée, tandis que transparaissent les aspects communautaires du quotidien. D. HACKE, en analysant finement les différentes juridictions de la vie conjugale à Venise (XVIe-XVIIe s.) et quelques procès exemplaires, souligne la force du contrôle social et la précision des critères selon lesquels les témoins font porter la faute sur l'un des conjoints. M. SCHEUTZ enfin, grâce à des documents autrichiens du XVIIIe s., voit s'exercer au sein même de la population, dans un processus de contrôle multilatéral, des valeurs d'honnêteté et de méfiance envers les chemineaux – valeurs qu'il attribue aux prescriptions des autorités, mais où on peut voir aussi une auto-régulation : le populaire n'est pas intrinsèquement débridé, et ses valeurs d'ordre ne viennent pas toutes d'en-haut...

7 Christophe DUHAMELLE